



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Un monde malade de la violence de leur société

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 1^{er} JUIN 2023

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants. Et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet.

Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme « bloque » le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue. Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !



Agent orange aux portes

Au portes de l'usine, un drôle de manège orange s'installe régulièrement, essayant vainement de défendre la dernière trouvaille du patronat. Ils s'échinent à nous expliquer que le système de classification de la nouvelle Convention de la métallurgie serait bénéfique... mais malheureusement mal appliqué par Renault. En effet, comme un million et demi de travailleurs de la métallurgie, nous serons bientôt assujettis à ce nouveau système. Fini la prise en compte de l'expérience, du diplôme ou de la personne. Maintenant, quand on « simplifie » comme dit l'UIMM, on déshumanise, on réduit le travailleur à un poste, on le considère comme un élément interchangeable et sans aucun bagage, sans passé.

La Convention une fois appliquée sera destructrice sur le moyen et long terme, car le patronat avance doucement, garantissant nos rémunérations "à l'instant T", mais reste silencieux sur les passages de la Convention ouvrant la voie à une baisse de salaire en-cas de changement de poste. Nous vantant l'augmentation du nombre de jours d'arrêts de travail indemnisés, mais se taisant sur la possibilité nouvelle de licencier pour « désorganisation de la production » à partir du 2ème arrêt de travail.

Organisons nous pour que cette Convention ne s'applique pas et ne comptons pas sur ses signataires pour défendre nos conquies.

Verbaudet : une grève exemplaire

Depuis le 20 mars, chez Verbaudet, près de Lille, 80 salarié.es sur les 327 du site sont en grève, exigeant une augmentation de 150 €. Dans cet entrepôt de vente de vêtements pour enfants, certaines préparatrices de commande sont bloquées au Smic depuis plus de 20 ans. La grève a éclaté en mars au vu du résultat des négociations annuelles obligatoires, vécu comme une provocation : 0% d'augmentation, la direction concédant seulement quelques primes. Et depuis la grève dure. Malgré l'appui sans faille des pouvoirs publics à la direction : une justice qui donne raison au patron quand il embauche des intérimaires pour remplacer les grévistes, en dépit du droit de grève ; des violences policières répétées contre les grévistes et leur piquet de grève ; jusqu'à l'agression d'un militant syndical par de soi-disant policiers, en forme d'intimidation crapuleuse. Peine perdue, les grévistes sont venues à Paris la semaine dernière crier leur colère devant les bureaux de leur actionnaire principal. Une grève courageuse et exemplaire, qui appelle notre solidarité.

PSA : intérimaires en grève pour arracher leur dû

Après ceux de PSA Vesoul, Hordain et Mulhouse il y a quelque temps, une soixantaine d'intérimaires de PSA Poissy se sont mis en grève à la mi-mai, à cause de vols sur leur fiche de paie. Sous prétexte des jours chômés imposés à Poissy en avril, certaines agences d'intérim avaient suspendu abusivement les contrats d'intérim sur les jours en question pour ne pas les payer : autant de moins

sur le salaire. D'autres agences avancent 56 euros par jour chômé, mais en fin de contrat, elles récupèrent l'argent. Des intérimaires se sont ainsi retrouvés avec des salaires de 300 euros !

Malgré des bénéfiques mirobolants (17 milliards en 2022), PSA exploite à fond les intérimaires, souvent maghrébins, afghans ou d'Afrique subsaharienne, en les mettant sur les postes les plus durs. Déjà mal payés en temps normal avec 1.500 euros par mois, les intérimaires commencent à relever la tête et à réclamer l'égalité de traitement avec les CDI (payés 84 % ou 100 % du net en cas de chômage) : ils ont raison. A travail égal, salaire égal !

Quel sera le prix du gaz en juillet ?

Le consommateur a du souci à se faire !

Fin juin, ce sera la fin des tarifs réglementés du gaz (TRG). Plus de 2,6 millions de ménages sont concernés, la plupart en contrat avec ENGIE (ex-Gaz de France). Leur contrat prendra fin automatiquement, car le gaz sera à cette date un produit totalement livré à la concurrence, à la loi du marché. S'ils ne font rien Engie leur fera une « offre passerelle », mais sans être capable actuellement de leur dire à quel prix. Sinon, ils devront changer de fournisseur. Ils vont alors être assaillis d'offres alléchantes, mais avec un prix en permanence révisable en fonction de l'évolution du « prix de gros » du gaz. Pour ne pas se retrouver un beau matin avec des factures exorbitantes, le consommateur devra surveiller en permanence sa boîte aux lettres ou sa boîte mail où tomberont les modifications de contrats notifiées par le fournisseur. Mais qui pourra passer son temps à comparer les prix des différents fournisseurs et en changer pour éviter d'être victime de cette concurrence soit disant bénéfique pour le consommateur ?

JO de Paris 2024 : du rêve . . . au prix fort

Pour assister aux compétitions, il est d'abord nécessaire de s'inscrire sur le site des JO, avoir ensuite la chance d'être tiré au sort pour gagner le droit d'acheter son billet, et enfin en avoir les moyens : il n'y a que 10% des billets à 24€, les moins chers. Alors que la finale du 100m masculin pourra coûter jusqu'à 980€. Mais avant même le déroulement des JO, il y en a d'autres qui en paient le prix : déjà cinq morts sur les chantiers d'extension du métro, au moins une vingtaine d'accidents graves sur divers autres chantiers, sans compter d'autres disparaissant derrière le paravent d'une myriade de sous-traitants. Parmi les victimes collatérales des JO, il y aura aussi ces milliers d'étudiant.e.s dont le logement va être réquisitionné pendant deux mois au moment des JO, et les milliers de personnes sans-abri actuellement hébergées dans des hôtels sociaux de la région parisienne, que le gouvernement commence déjà à disperser en province. Si les JO font rêver des millions de gens, rien n'empêche de garder les yeux ouverts sur la réalité.

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen